

# Pétrole et politique dans la seconde guerre civile libyenne

Mattia Toaldo

Le pays subit sa deuxième guerre civile depuis la chute de Kadhafi, une lutte pour le contrôle des recettes pétrolières et des institutions

Le vide institutionnel en ce qui concerne le pouvoir et la chute de la production et des prix des hydrocarbures, aggravent la situation

La Libye doit faire face à une grave crise budgétaire qui pourrait aboutir à une crise humanitaire avec d'importantes conséquences pour l'Europe

**B**ien que ce fait ne soit pas généralement reconnu en dehors de ses frontières, il se livre une guerre civile en Libye. Il s'agit du deuxième conflit interne depuis les affrontements de 2011 entre l'ancien dictateur, Mouammar Kadhafi, et le Conseil national de transition. Pour l'instant, les efforts internationaux pour arriver à une solution négociée ont échoué, tandis que la guerre se centre de plus en plus sur le contrôle des ressources pétrolières et des institutions financières.

Cette fois-ci, le contentieux se joue entre ceux qui ont vaincu le « Colonel » en 2011. D'un côté, nous retrouvons les « révolutionnaires », comme ils se sont désignés eux-mêmes, qui contrôlent la capitale, Tripoli. Leur coalition, Aube de la Libye, inclut les milices de Misrata, des villes de l'ouest du pays et de la minorité berbère, ainsi que d'autres groupes de tendance islamiste. Ils ont ressuscité le Congrès général national (CGN) – l'ancien Parlement – et ils ont élu un « gouvernement de salut national » dirigé par Omar al Hassi, ancien professeur à Benghazi. Cependant, aucun pays en dehors de la Libye n'a reconnu son cabinet, même si l'on dit qu'il contrôle la plupart des bâtiments officiels de la capitale.

De l'autre côté, l'on retrouve le gouvernement présidé par Abdallah al Thinni, reconnu par la communauté internationale, dont le siège se trouve dans les villes de Tobrouk et Bayda, à l'est du pays. C'est là aussi où se réunit la Chambre des Représentants, le Par-

lement élu en juin 2014. Récemment, ce camp s'est formellement uni à Opération Dignité, un groupe d'insurgés formé par les restes de l'ancienne armée ayant déserté les rangs de Kadhafi en 2011, dirigé par le général Khalifa Haftar. Les milices de la ville de Zintan, à l'ouest du pays, qui contrôlaient, avant cet été, Tripoli et son aéroport international aux côtés des gardes « fédéralistes » des installations pétrolifères dirigés par Ibrahim Jadran, font aussi partie de cette coalition « anti-islamiste ».

Ces deux coalitions présentent des histoires opposées. Ceux dont le siège se trouve à Tobrouk proclament qu'ils luttent contre les terroristes islamistes, tandis que ceux qui se trouvent à Tripoli proclament qu'ils se battent contre les résidus de l'ancien régime. Ce choc d'arguments et d'intérêts contraires a provoqué la mort de presque 3 000 personnes en 2014, auxquelles nous devons ajouter les 400 000 Libyens déplacés (sur une population de six millions d'habitants) et un nombre inexplicable de disparus, souvent victimes d'enlèvements ou de meurtres politiques.

De ce fait, après la chute de Kadhafi en 2011, la Libye n'a jamais été réellement pacifiée. Ceux qui luttaient contre le régime n'ont jamais déposé les armes ; le gouvernement provisoire les avait « intégrés » sous les ministères de la Défense et de l'Intérieur. Leurs rangs se sont accrus avec de jeunes Libyens attirés par les salaires de 2 000 dinars par mois (environ 1 300 euros) que le gou-

vernement payait aux membres des groupes armés lui appartenant nominale-ment. En réalité, c'est tout le contraire qui arrivait : les groupes armés s'étaient « appropriés » du gouvernement en prenant d'assaut le Parlement, ils avaient enlevé le premier ministre et s'étaient partagés les fonctions publiques, l'argent et même l'achat d'armes.

Les ressources naturelles de la Libye sont ainsi devenues une partie intégrante de la bataille. En été 2013, ce qui avait commencé comme une grève des travailleurs des installations pétrolières s'est transformé en un blocus généralisé de la production de pétrole dans tout le pays, lorsque différents groupes ont commencé à utiliser le contrôle des ports et des champs pétroliers comme moyen de chantage contre le faible gouvernement central de Tripoli. La production de pétrole, qui s'était récupérée de la guerre de 2011, a diminué jusqu'à 300 000 barils par jour (b/j) lors des premiers mois de 2014, une chute significative par rapport aux 1,5 millions b/j de capacité de la Libye avant la guerre.

Au printemps 2014, le gouvernement d'Al Thinni a fini par se rendre aux leaders du blocus à l'est du pays. Avec la médiation de certains chefs tribaux, le gouvernement (dont le siège se trouvait pour lors encore à Tripoli) signait un accord avec les « gardes des installations pétrolières », dirigés par Ibrahim Jadran, qui avait auparavant créé un gouvernement autonome pour la

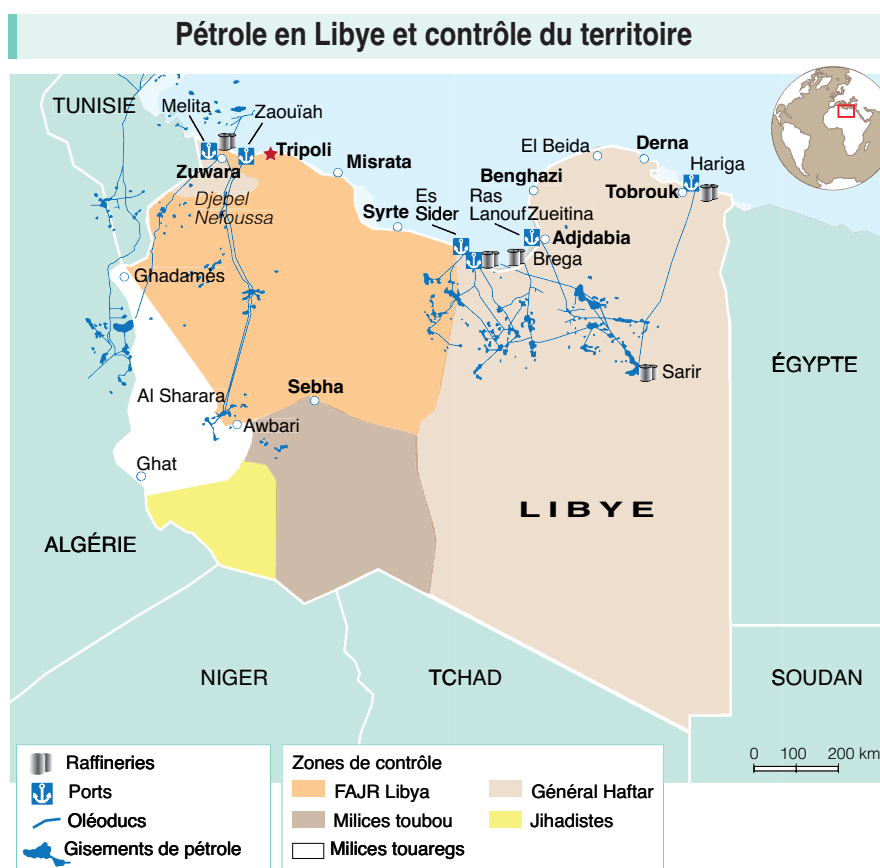
Cyrénaïque. Pour les islamistes et les révolutionnaires de Misrata, qui contrôlaient alors le CGN (le Parlement) à Tripoli, le pacte signifiait la reconnaissance politique de la cause « fédéraliste » siégeant en Cyrénaïque après des mois de sabotage de l'économie.

L'accord a été signé le 6 avril et immédiatement démenti par le gouvernement d'Al Thinni, mais il a quand même eu pour effet la reprise de la production de pétrole en Cyrénaïque à l'été 2014, malgré une offensive contre les forces de Jadran dirigée par les milices de Misrata. Les alliances militaires qui se sont formées pour lors autour de cet accord pour mettre fin au blocus du pétrole, se sont maintenues lors des événements postérieurs, c'est-à-dire au début des affrontements de Benghazi à la mi-mai et lors de la bataille pour Tripoli, en juillet et août.

S'il est vrai que l'on peut considérer l'accord avec les auteurs du blocus du pétrole comme le détonant de la seconde guerre civile libyenne, le début des affrontements à Benghazi à la mi-mai représente un moment crucial. Après une première tentative de coup d'État ayant échoué le 14 février à Tripoli, le général Khalifa Haftar avait réussi à mobiliser une partie de l'ancienne armée ayant déserté les rangs de Kadhafi en 2011 et qui s'était ensuite sentie marginalisée et physiquement menacée par les « révolutionnaires ».

Haftar se déclarait alors en rébellion contre les « islamistes », terme qui comprenait pour lui aussi bien ceux qui avaient combattu dans la révolution que le groupe armé le plus extrémiste à ce moment-là : Ansar al Charia, actuellement dans la liste noire des Nations unies, accusé du meurtre de l'ambassadeur des États-Unis en 2012. De Benghazi, les combats se sont étendus rapidement à Tripoli, où les milices de Misrata ont commencé par détruire l'aéroport international, pour entrer ensuite dans la capitale afin de remplacer les groupes armés de Zintan qui se sont déplacés vers leur ville dans les hautes terres des alentours de Tripoli.

Actuellement, les combats en Libye sont traversés par au moins cinq lignes principales de fracture. C'est à Benghazi que la bataille est la plus acharnée :



Sources : JDD, Economist Petroleum et El País.

Ansar al Charia et ses alliés du Conseil de la Choura luttent contre l'Armée nationale libyenne d'Haftar et les *sahawat*, des groupes armés par le général pour lutter contre les islamistes. Vers l'Est, Derna représente l'épicentre du groupe État islamique (EI). Des groupes locaux combattent contre d'autres milices islamistes, tels les Martyrs d'Abou Salim et la section locale d'Ansar al Charia, qui n'ont pas juré loyauté au commandement central de l'EI. Le troisième front se trouve autour du « croissant de lune pétrolier », sur la côte centrale autour d'Es Sider, qui a été attaqué par les forces de l'Aube de la Libye, fin décembre. Dans la zone occidentale du pays, le quatrième front se situe autour de Tripoli où les forces de l'Aube luttent contre les zintaniens, la tribu Warshefana et d'autres groupes anti-islamistes. Finalement, le sud de la Libye qui a invariablement été, depuis 2011, la zone la plus instable du pays, avec des conflits locaux et de plus grande portée entre les tribus arabes et les trois minorités berbères, toubou et touareg. Plus récemment, ces conflits

s'ajoutent à l'affrontement à l'échelle nationale entre l'Aube de la Libye et les forces anti-islamistes.

La seconde guerre civile en Libye a débuté autour du pétrole et actuellement se livre en grande partie autour des ports pétroliers. Le 25 décembre, des forces de l'Aube de la Libye (avec l'absence notoire des milices de Misrata les plus remarquables) ont lancé l'Opération Aube pour gagner le contrôle du « croissant de lune pétrolier » autour d'Es Sider et Ras Lanouf, où se trouvent certains des plus grands ports pétroliers. Leur tentative a échoué grâce à la contre-attaque des « fédéralistes » de Jadran et la puissance aérienne d'Haftar. Malgré son échec apparent, l'opération a marqué une autre escalade dans le conflit, mais elle a aussi dévoilé les premières fractures significatives entre Misrata, où l'opposition à l'opération prédominait, et le Congrès général national de Tripoli, qui la promouvait. L'on a pu remarquer ces mêmes fractures en ce qui concerne la participation dans les conversations

qui ont lieu à Genève sous l'auspice de l'ONU.

Selon Claudia Gazzini, spécialiste de l'International Crisis Group à Tripoli, l'Opération Aube est motivée par trois raisons : le besoin d'affaiblir la ville de Ras Lanouf (sur le croissant de lune pétrolier) avant qu'elle ne devienne une base pour attaquer Tripoli ; l'idée selon laquelle contrôler les champs pétroliers conduirait à la reconnaissance internationale du gouvernement de Tripoli ; et envoyer au gouvernement de Tobrouk un message pour lui faire comprendre qu'il ne contrôlera jamais toutes les recettes du pétrole.

## La guerre institutionnelle

L'Opération Aube s'est jointe aux tentatives de contrôler certaines institutions clés dans les domaines du pétrole et de fonds publics, étroitement liés en Libye puisque la presque totalité des recettes du gouvernement provient du secteur de l'énergie. Les institutions politiques constituent le premier champ de bataille de la « guerre institutionnelle ». La coalition de l'Aube a créé ses propres Parlement et gouvernement alternatifs dans l'espoir d'ôter toute légitimité à leurs équivalents de Tobrouk. Cette tentative a été un fiasco puisque qu'aucun pays n'a reconnu les institutions de Tripoli. Cependant, la Cour Suprême, qui siège à Tripoli, a émis une sentence le 6 novembre qui dictait que la charte constitutionnelle qui conduisait aux élections de la Chambre des représentants (le Parlement de Tobrouk) était illégitime. Cette sentence est devenue une partie intégrante de la bataille institutionnelle entre les deux camps, mais elle n'a pas changé grand-chose en ce qui concerne la reconnaissance internationale du gouvernement de Tobrouk.

La Compagnie nationale de pétrole, qui gère la production et la commercialisation du brut, constitue le deuxième front institutionnel. Elle lutte pour maintenir son indépendance vis-à-vis des forces qui contrôlent Tripoli, ville où se trouve son siège. Le gouvernement

de Tobrouk a nommé une direction rivale qui n'a jamais réellement contrôlé l'organisation. Les recettes du pétrole profitent à une troisième institution, qui a été la cible d'affrontements entre les deux camps : en Libye, la Banque centrale fait fonction de Trésor public, elle reçoit les recettes et paye les dépenses du gouvernement. Dans ce cas-là aussi, le gouvernement de Tobrouk a nommé un gouverneur rival qui, cependant, n'a jamais pris le contrôle de l'institution qui est toujours dirigée par l'ancien gouverneur à Tripoli.

Cette bataille institutionnelle a contribué à approfondir la crise, avec l'économie libyenne et les budgets gouvernementaux plongés dans une spirale descendante en raison de la combinaison de plusieurs facteurs : le manque de clarté institutionnelle en ce qui concerne qui est aux commandes, la chute de la production de brut et l'effondrement des prix du pétrole. Selon John Hamilton, directeur de Cross Border Information, il semble qu'entre le blocus du pétrole de 2013 et la guerre civile de 2014 environ deux tiers des réserves liquides du pétrole (environ 40 milliards de dollars) ont été consommés, étant donné que la Banque centrale les a utilisés pour payer les salaires et les subventions, les recettes du brut prévues venant à manquer.

Les services publics de Libye souffrent déjà des conséquences de cette crise financière, manque de médicaments de base dans les hôpitaux, coupures d'électricité, et une crise humanitaire en puissance si le Grand Fleuve Artificiel, qui approvisionne la majeure partie du pays, est interrompu, une éventualité qu'il ne faudrait pas écarter étant donné que, suite à la guerre et à la crise institutionnelle, les travaux d'entretien n'ont pas été effectués dans la plupart des infrastructures du pays.

Au niveau actuel de dépense du gouvernement et si la crise institutionnelle n'est pas résolue, il est probable que la Libye ait à affronter une grave crise budgétaire qui aboutirait rapidement à une crise humanitaire si la portée de l'effondrement des services publics augmente et le gouvernement cesse de payer les salaires, ce qui toucherait plus de 80 % de la population active qui les reçoit.

L'imminente crise budgétaire pourrait contribuer encore plus à l'escalade guerrière pour diverses raisons. Tout d'abord, parce que l'effondrement des services publics et le non-paiement des services reçus pourrait pousser les deux gouvernements rivaux soit à s'affronter pour le contrôle de la Banque centrale, soit à demander un grand prêt international. Soit dit en passant, le siège de la Banque centrale à Benghazi a été attaqué, mi-janvier, par des forces proches du général Haftar. En même temps, la Banque centrale à Tripoli pourrait se voir obligée à une plus grande politisation, avec de plus fortes pressions du gouvernement de la ville pour qu'elle débourse plus d'argent public.

Deuxièmement, la bataille pour les champs et les ports pétroliers pourrait se poursuivre ou même s'accroître en intensité si les deux camps contraires décidaient de faire main basse sur le contrôle direct d'institutions indépendantes, telle la Compagnie nationale de pétrole. Ceci provoquerait que la production de brut du pays diminue encore plus et, en dernière instance, cela découragerait aussi les exportateurs de produits raffinés d'effectuer des livraisons dans les ports libyens, dont la plupart ont été la cible de durs combats ou de blocus aériens, comme c'est le cas de Misrata. Paradoxalement, ceci pourrait provoquer une diminution de l'intensité de la guerre par manque de combustible, bien que jusqu'ici les deux camps se sont montrés très efficaces au moment d'acheter des armes à l'étranger malgré l'embargo, et, par conséquent, ils trouveraient un moyen pour remplir leurs tanks et leurs avions de combat de combustible.

Pendant ce temps, les avancées des conversations sous l'auspice de l'ONU dirigées par le diplomate espagnol, Bernardino León, seront lentes dans le meilleur des cas. Dernièrement, les USA et le Royaume-Uni ont concentré leurs efforts sur les aspects économiques de l'affrontement actuel, en tentant de garantir l'indépendance de la Banque centrale et des institutions liées au pétrole. C'est là une bataille ardue mais qui a de grandes possibilités d'éviter une crise humanitaire en Libye, qui toucherait sévèrement le sud de l'Europe. ■